

**Direction générale adjointe
Prévention, Autonomie et Vie Sociale
Équipement, Contrôle et Tarification
des Établissements et Services Sociaux
et Médico-Sociaux**

**Arrêté n°36/2023
Fixant pour 2023 le prix de journée hébergement,
les tarifs dépendance, le forfait global dépendance
à la charge du Département du Cher et le tarif pour
les personnes âgées de moins de 60 ans à l'EHPAD « La Croix Duchet » et
l'EHPAD « le Champ Nadot »
du Centre Hospitalier de Saint Amand Montrond**

Le Président du Conseil départemental,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L314,

Vu le Code de la santé publique,

Vu le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L313-12, L314-1 et R 314-1 et suivants,

Vu la loi n°2015.1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

Vu le décret n°1816-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L313-12 du code de l'action sociale et des familles,

Vu l'arrêté n°257/2021 du Président du Conseil départemental du Cher du 8 juillet 2021 portant délégation de signature à Madame Bénédicte de CHOULOT, Vice-présidente du Conseil départemental,

Vu l'arrêté du président du Conseil départemental du Cher du 14 décembre 2022 fixant pour l'année 2023 la valeur de référence dénommée « point gir départemental » des EHPAD,

Vu la délibération n° AD -0366/2022 du Conseil départemental du 17 octobre 2022 fixant les taux d'évolution des budgets 2023 des établissements sociaux et médico-sociaux,

Considérant la proposition d'activité présentée par l'établissement,

ARRETE :

Article 1 : le montant prévisionnel des dépenses brutes hébergement est arrêté à **6 083 596,40 €**.

Les tarifs journaliers hébergement pour l'année 2023 est fixé à:

- **55,64 €** pour l'EHPAD Le Champ Nadot
- **55,91 €** pour l'EHPAD La Croix Duchet en chambre simple
- **55,69 €** pour l'EHPAD La Croix Duchet en chambre double

Article 2 : le montant prévisionnel des recettes de tarification dépendance de l'EHPAD « le Champ Nadot » et de l'EHPAD « La Croix Duchet » du Centre Hospitalier de Saint Amand Montrond pour l'année 2023 est arrêté à **1 846 544,20 €**.

Les tarifs journaliers dépendance sont fixés comme suit :

- Gir 1 et 2 **22,13 €**
- Gir 3 et 4 **14,04 €**
- Gir 5 et 6 **5,96 €**

Article 3 : le prix de journée hébergement des personnes âgées de moins de 60 ans est fixé à :

- **73,40 €** pour l'EHPAD Le Champ Nadot
- **73,67 €** pour l'EHPAD La Croix Duchet en chambre simple
- **73,45 €** pour l'EHPAD La Croix Duchet en chambre double

Article 4 : le forfait global dépendance 2023 à la charge du Département du Cher correspondant au financement de l'APA s'élève à **1 143 578,32 €**.
Ce forfait sera versé mensuellement par douzième.

Article 5 : Le directeur général des services départementaux, le directeur par intérim de l'établissement désigné ci-dessus et le Comptable public assignataire du Département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié au centre hospitalier de Saint Amand Montrond et publié sur le site internet du Département du Cher (<https://www.departement18.fr/Registres-des-Actes-Administratifs>).

Article 7 : Le présent arrêté peut, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental du Cher, (Hôtel du Département, 1 place Marcel Plaisant, CS 30322, 18023 BOURGES CEDEX). Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans le même délai à compter de sa notification en saisissant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes (Cour administrative d'appel de Nantes, 2 place de l'Edit de Nantes, BP 18529, 44185 NANTES CEDEX 4).

En cas de rejet du recours gracieux formulé, dans le délai précité, ou en l'absence de réponse à ce recours dans un délai d'un mois (rejet implicite) un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes peut également être formé contre cette décision dans un délai d'un mois à compter du rejet.

Bourges, le **23 JAN. 2023**

Pour le Président et par délégation,
La Vice-présidente chargée des affaires
sociales (personnes âgées et MDAS)
et de l'insertion,

Bénédicte de CHOULOT

Copie certifiée conforme l'original
Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation
La Directrice de la Prévention, de la
Prévention, de la Santé
et Vie Sociale

Marie-Claude AUBERTIN

Acte transmis au contrôle de légalité le :
Acte publié le : **24 JAN. 2023**

24 JAN. 2023